

Une ouverture cosmétique

Burundi Sous pression internationale, le Président fait des concessions de façade.

Des responsables politiques burundais *"ont promis de s'engager dans un dialogue inclusif. C'est ce que le président Nkurunziza a également confirmé, qu'il allait s'engager dans un dialogue politique"*, a déclaré, mardi, le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, à l'issue d'un entretien avec le président du Burundi.

Ce dernier a plongé son pays dans une grave crise politique, depuis avril 2015, en s'obstinant à prester un troisième mandat interdit par l'Accord de paix d'Arusha (p. 35 du texte), qui a mis fin à la guerre civile (1993-2005). Il a toujours refusé, jusqu'ici, de dialoguer avec ceux qui ne reconnaissent pas son élection en juillet dernier, jugée peu crédible.

Convaincu que c'est "Dieu" qui l'a placé au pouvoir – et n'hésitant pas à se comparer à Jésus – il n'a, en conséquence, fait aucune concession jusqu'ici. Ban-ki-moon aurait-il obtenu ce que l'on croyait impossible?

Pas invités

C'est loin d'être sûr. En effet, Pierre Nkurunziza a précisé, mardi, lors d'une conférence de presse conjointe avec le Sud-Coréen à Bujumbura, que *"ceux qui ont propagé l'insécurité [...] ne seront pas invités"* au dialogue interburundais réclamé par ce dernier. Or, le régime attribue à l'opposition une complicité avec les mouvements armés qu'il a suscités par sa violation de l'Accord d'Arusha. C'est donc lui qui choisira qui, parmi ceux avec qui il ne partage pas le pouvoir, sera admis à ce dialogue.

Autre point qui suscite la méfiance: le président Nkurunziza a annoncé la libération de 2 000 prisonniers politiques – dont le nombre pourrait dépasser les 10 000. Or, le décret de grâce présidentielle, publié mardi, précise que seront libérés les détenus *"condamnés à des peines inférieures ou égales à cinq ans"* sauf ceux condamnés notamment pour *"atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat"* – une accusation souvent portée contre ceux qui contestent le troisième mandat présidentiel – *"et tous les autres crimes commis en association ou bande organisée"*, accusation également souvent portée contre les opposants au troisième mandat. Quels *"prisonniers politiques"* seront-ils donc libérés?

Radios sous conditions

Enfin, le régime – qui avait fermé ou détruit en mai dernier toutes les radios d'opposition – a annoncé la réautorisation d'émettre pour deux d'entre elles. Mais, indique Reporters sans Frontières, les directeurs de ces médias ont dû signer *"un acte d'engagement"* à ne fournir qu'une information *"qui ne porte pas atteinte à la sécurité du pays"* – une notion dont le régime use largement contre les adversaires du troisième mandat.

Au total, "les concessions" apparaissent largement cosmétiques, d'autant qu'elles surviennent alors que le régime maintient un discours clivant et

dangereux (voir "La Libre" des 6 et 19 février) et alors que s'accroissent les pressions extérieures sur Bujumbura. Ainsi, ces jeudi et vendredi, une délégation de cinq chefs d'Etat et de gouvernement africains doit se rendre à Bujumbura pour promouvoir, elle aussi, *"un dialogue inclusif"*, à la demande de l'Union africaine – qui a renoncé temporairement, fin janvier, à envoyer au Burundi *"une force militaire de paix"*.

Pas avec les pacifiques

"C'est une fausse ouverture", a déclaré à l'AFP le président de la coalition qui regroupe les principaux partis d'opposition (Cnared), Léonard Nyangoma,

contraint à l'exil, comme de nombreux dirigeants politiques d'opposition et des dissidents du parti présidentiel, par la violence du régime. *"Il (Nkurunziza) dit une chose et son contraire car le dialogue inclusif implique tous ceux qui sont concernés par la crise burundaise."*

"Comment une organisation aussi sérieuse que l'Onu peut-elle tomber dans ce panneau?", commente, pour "La Libre Belgique", Alexis Sinduhije, président du MSD – un des partis du Cnared. *"Nkurunziza a déjà tué tant de gens; comment peut-il organiser le dialogue à ses conditions? Cela donnera à l'opposition des raisons de prendre les armes. L'Onu n'est jamais au côté des partis pacifiques, elle ne comprend que le rapport de force militaire. C'est pousser doucement les gens vers la lutte armée"*, a-t-il regretté.

Marie-France Cros

"C'est une fausse ouverture."

LEONARD NYANGOMA

Président de la coalition qui regroupe les principaux partis d'opposition, le Cnared (Conseil national pour le respect de l'Accord d'Arusha et la restauration d'un Etat de droit au Burundi).